



Conseil économique et social

Distr. générale
6 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suivi de la Quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : Réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration faite par International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.



Déclaration

Nous, l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary (2 200 membres répartis dans 22 pays aussi bien du Nord que du Sud), aidée par les nombreuses personnes associées à notre organisation, avons contribué aux progrès en cours dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Depuis plus de 230 ans, nous sommes aux côtés des personnes les plus vulnérables de la communauté internationale dans un certain nombre de pays. Nous avons consacré notre temps et notre énergie principalement à l'éducation des femmes et des filles, puis par la suite aux soins de santé et aux services sociaux.

Aujourd'hui, dans un certain nombre de pays, nous intervenons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, l'éducation des adultes, essentiellement des femmes, et l'éducation du grand public sur la criminalité hautement organisée en matière de traite des personnes. Dans certains pays, nous intervenons dans les soins de santé, la prise en charge des enfants handicapés, les soins aux malades mentaux et aux personnes vivant avec le VIH/sida.

Nous avons également lancé des initiatives visant à créer un mode de vie pérenne répondant aux besoins locaux. Ces initiatives ont consisté notamment à jouer un rôle actif dans la création de forums participatifs dans lesquels les femmes et les enfants ont leur mot à dire sur les questions qui concernent leur vie, à promouvoir le jardinage biologique, à encourager les petites et moyennes entreprises, à créer des structures d'investissement social, à mettre en place des systèmes de petite épargne, à sensibiliser sur la collecte des eaux de pluie, à aider à la construction de mini-barrages, à renforcer les capacités relatives aux énergies renouvelables telles que l'énergie solaire et à participer avec d'autres organisations à la protection des espèces en danger.

Dans certains pays, nous assistons les femmes immigrées sans papiers et leurs familles auxquelles nous offrons des services sociaux d'accompagnement, en les aidant à apprendre l'anglais et à acquérir d'autres compétences nécessaires pour vivre dans une culture différente, notamment en matière d'alimentation, et pour s'orienter dans les services sociaux. Dans d'autres pays, les centres de ressources familiales permettent de renforcer la vie de famille et les relations familiales, qui sont actuellement fortement dégradées par la profonde récession. Dans quelques pays, nous proposons une formation en thérapie énergétique holistique qui aide les femmes et les familles à lutter contre les traumatismes et le stress de la pauvreté et de la violence.

En Zambie, en milieu rural, nous avons aidé 60 veuves à construire un barrage de retenue des eaux de pluie en terre de termitière (pas en ciment), que de nombreux villages utilisent aujourd'hui comme réservoir d'eau pour les cultures et à d'autres fins. L'investissement dans la construction d'un « puits » a eu de nombreuses conséquences positives et interdépendantes, en favorisant le développement de la ville dans son ensemble; les habitants ont commencé à travailler dans leurs jardins et à vendre leur production. Trois taxis ont été achetés, ce qui a permis aux femmes de ne plus avoir à parcourir des kilomètres et d'avoir plus de temps pour produire des aliments à vendre, et donc gagner de l'argent pour envoyer leurs enfants à l'école. L'épargne constituée a été suffisante pour acheter un terrain et construire une école. Le puits a également permis d'approvisionner le centre de santé en eau,

d'améliorer l'hygiène et d'encourager les filles à aller à l'école grâce à l'installation de toilettes, leur intimité étant désormais respectée.

Nous saluons l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout lancée par le Secrétaire général, qui vise à scolariser les 57 millions d'enfants qui ne le sont pas. En 2010, l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme ont adopté les résolutions importantes [64/292](#) et [15/9](#), sur le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont indispensables pour les femmes et les filles. En 2013, Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, 783 millions de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable et presque 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement adéquat; les femmes et les filles passent souvent jusqu'à six heures par jour à aller chercher de l'eau.

Malgré les nombreux efforts entrepris par diverses parties prenantes, le monde est confronté aux multiples difficultés des aspects multidimensionnels de la pauvreté. Nous constatons à quel point les personnes les plus vulnérables sont touchées par les mesures d'austérité prises par les différents gouvernements. Par exemple, en ces temps de profonde récession, la vie de famille et les relations familiales subissent beaucoup plus de contraintes, engendrant une augmentation sans précédent de la violence domestique et par conséquent de la demande de services de lieux de refuge. Les mesures prises par les gouvernements pour réduire l'importance de ces lieux ou les fermer, en diminuant les financements qui leur sont affectés, ont des effets très défavorables sur les femmes.

Durant la présente session de l'Assemblée générale, lors du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, de la réunion spéciale consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres événements parallèles, des personnes victimes de violations des droits de l'homme ont fait des témoignages bouleversants. Lors de la manifestation sur le thème « Droits de l'homme, environnement et sociétés transnationales », organisée le 24 septembre 2013 par la Mission permanente de l'Équateur auprès des Nations Unies, nous avons entendu les citoyens équatoriens eux-mêmes dénoncer les pratiques injustes des sociétés de l'industrie extractive (manifestation diffusée en ligne sur UNTV). Récemment, lors des commémorations organisées aux Nations Unies pour la Journée internationale de la fille et la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, nous avons entendu une mère célibataire de quatre enfants, une fille autochtone, une fille immigrée sans papiers et des femmes, des hommes et des filles vivant dans des abris aux États-Unis d'Amérique raconter les discriminations dont ils étaient victimes. Ils font partie des 1,2 milliard de laissés pour compte dans notre monde.

Le rapport du Secrétaire général intitulé « Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 » ([A/68/202](#)) s'inspire des nombreuses aspirations que des milliers de personnes à travers le monde ont exprimées lors de diverses consultations. Il décrit très clairement ce qui fonctionne et ce qui n'a pas fonctionné, et fait des propositions pertinentes susceptibles de permettre à tous de bénéficier d'une vie de dignité.

Nous approuvons le document final ambitieux adopté à l'issue de la manifestation spéciale consacrée le 9 octobre 2013 au bilan de l'action entreprise

pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement par les chefs d'État ou de gouvernement et les chefs de délégation (résolution de l'Assemblée générale 68/6). Nous sommes d'accord avec la conclusion du document final selon laquelle nous devons tous nous attacher d'urgence à réaliser ensemble les objectifs du Millénaire pour le développement au cours des deux prochaines années.

L'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary souhaite faire les recommandations suivantes pour participer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à la date fixée, afin de permettre à tous d'avoir une vie de dignité. Nous exhortons tous les gouvernements et la communauté internationale à prendre des mesures pour veiller à ce que :

- La recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail sur les socles nationaux de protection sociale qui préconise la mise en place de socles nationaux de protection sociale comme l'une des mesures assurant l'accès à une approche fondée sur les droits de la sécurité du revenu et des services sociaux de base pour les personnes les plus vulnérables de la société, à savoir les personnes âgées, les enfants, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs et les femmes enceintes, soit mise en œuvre;
- L'engagement pris dans le document final adopté à l'issue de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement visant à améliorer les possibilités de formation et les résultats d'apprentissage des enfants les plus vulnérables en leur permettant d'accéder à un enseignement primaire et secondaire de qualité soit mis en œuvre;
- L'eau potable et l'assainissement deviennent accessibles à tous grâce à la mise en œuvre des résolutions novatrices sur les droits de l'homme et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, notamment en consacrant les fonds adéquats à l'amélioration de cet accès afin de s'assurer que chaque village et communauté dispose d'un puits ou d'un projet de mise en valeur des ressources en eau;
- L'élaboration des politiques et des programmes s'appuie sur la résolution 21/11 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle il adopte les principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme;
- Les politiques et les programmes au niveau national soient mis en œuvre en coordination et en partenariat avec la société civile à tous les niveaux et avec la participation de ceux qui sont laissés pour compte, en particulier les femmes et les filles;
- Le programme pour un travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail soient mis en œuvre de manière à assurer le plein emploi, en garantissant l'inclusivité et l'accessibilité pour les femmes;
- Les instruments des droits de l'homme soient ratifiés et appliqués, en particulier ceux relatifs aux femmes et aux filles;
- Des sources de financement novatrices soient créées, notamment en instaurant une taxe sur les transactions financières et en réduisant les dépenses militaires;

- L'initiative du Gouvernement de l'Équateur reçoive un appui pour la création d'un cadre réglementaire international juridiquement contraignant pour la responsabilité sociale des entreprises. Nous sommes convaincus qu'un tel cadre permettrait de s'attaquer à la question des diverses inégalités (revenus, égalité des sexes, inégalités sociales, économiques, ethniques) à l'intérieur et entre les pays;
 - Un document final soit adopté par consensus lors de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, afin d'ouvrir la voie à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au cours des deux prochaines années avec la participation de la société civile afin que plus personne ne soit laissé pour compte, en particulier les femmes et les filles.
-